

B. — LIBYE

MOUVEMENT OUVRIER ET SYNDICAT DANS LA LIBYE D'AUJOURD'HUI

C'est seulement en 1958-60 que s'annonce une phase d'essor effectif et de changements multiples et radicaux en Libye; car si les négociations pour la formation de l'Etat fédéral sous le sceptre du vieil émir Idriss I^{er} (1889-1983), exilé volontaire pendant vingt ans, au plus fort de la résistance à l'occupation italienne, avaient été difficiles, plus difficiles encore s'avèrent les premiers pas du royaume. On partait de bien loin : plus de 90 % de la population était analphabète, le trachôme sévissait sur près de la moitié des habitants, le revenu annuel était, au départ, de 15 Livres sterling par tête, le pays ne comptait que 13 diplômés. L'Angleterre et les Etat-Unis, puis la France (sous la forme de loyers pour leurs bases militaires, enfin même l'Italie (en échange de la reconnaissance des propriétés des Italiens), durent contribuer par leur aide à la vie pénible de l'Etat.

Un premier tournant s'amorce dès qu'en juin 1959 le pétrole jaillit d'un puits à Zilten : en octobre 1961 est exporté de Marsa Brega le premier chargement régulier de pétrole. Favorisée par la qualité du produit et la proximité des pays européens consommateurs, c'est surtout après la fermeture du canal de Suez (à la suite de la guerre égypto-israélienne de 1956), que la Libye s'affirme en quelques années le sixième producteur mondial. Les sociétés américaines et anglaises payent de fortes sommes à l'Etat Libyen, mais leurs profits sont cinq fois supérieurs. La monarchie libyenne n'agit pas différemment des autres monarchies « pétrolières » qui tout en tirant des sommes énormes des monopoles, administraient ces fonds de manière à assurer une vie d'un luxe provoquant aux aristocraties de leurs pays, et réalisaient la politique des trusts, par le maintien au plus bas niveau les prix de la matière première à l'origine et les salaires des ouvriers, en permettant aux pays industrialisés une croissance économique énorme, édiflée sur la misère persistante des peuples du Tiers-monde.

Le mouvement syndical, après la démonstration de sa combativité en 1951, quoique strictement contrôlé et réprimé par l'administration, n'était pas entièrement éteint. La popularité de certains chefs syndicaux subsistait à tel point que le gouvernement Mountasser en janvier 1954 en arriva à contraindre par la force

des syndicalistes à assister, pour le couvrir, à des réunions (cas de Salem Scita). Vers la fin des années 1950, un regroupement des premiers ouvriers du pétrole s'organise de manière plus indépendante sous la direction de Abd-al-Latif al-Kakhia.

Ce premier tournant était encore loin d'être accompli, lorsque le 1^{er} septembre 1969, devançant, semble-t-il, d'autres projets soutenus par des forces politiques ou même des états étrangers, un groupe de 62 officiers, jouissant d'une influence prépondérante dans l'armée, occupe en l'espace de deux heures les points stratégiques des villes, les aéroports et les postes frontières : sans rencontrer de résistance. Le coup d'Etat est suivi d'une épuration, d'ailleurs réduite à cause du nombre limité des cadres nationaux. A la tête des officiers agit un Conseil de la révolution guidé par le colonel Mouammar Al-Qaddhafi.

C'est un autre tournant qui commence, mené cette fois tambour battant. Augmentation des salaires minimales, blocage des loyers, révision des impôts, évacuation des bases militaires américaine (Wheelus) en juin 1970 et britannique (Tobrouk) dès mars 1970. La Libye n'ayant plus besoin d'aides financières immédiates, il fut procédé à la récupération des propriétés foncières des Italiens, les nationalisations des banques. Ce furent des mesures qui se succèdent rapidement, tandis que pointait déjà la campagne pour la hausse du prix d'origine du pétrole, menée par l'« Algérie et avec encore plus d'ardeur et d'intransigeance par la jeune république libyenne : une première hausse du prix (début de 1971) fut antérieure à la crise du dollar (août 1971) (1).

Le souci majeur du gouvernement Qaddhafi semble être la durée des ressources du pétrole, la seule ressource économiquement importante de la Libye. Cette durée pour la Libye est évaluée à 20-30 ans, sauf l'éventualité de nouvelles exploitations, en commun avec la Tunisie, probablement en mer, au nord de Zouara. D'ici là, il faut investir de façon à assurer l'avenir d'une population encore peu nombreuse, mais dont l'expansion démographique est galopante. Ce souci, profondément national, explique que la revendication à la hausse des prix ait été accompagnée de la tendance à un resserrement de l'exportation. Il explique aussi la hâte dans la recherche d'investissements profitables à l'étranger, puisque la Libye offre des possibilités singulièrement limitées d'essor de l'industrie et de l'agriculture, tel que peuvent le permettre une population aussi réduite et la nature désertique du sol et du climat. La crise actuelle du monde du pétrole, la mévente, la chute des prix ont donc accru les difficultés de la Libye et de ses conditions de travail.

Le bouleversement de l'Etat monarchique a été radical, et présente des aspects profondément positifs, basés sur des changements objectifs plus encore que sur une pensée « subversive ». Un seul exemple : le golfe de la Syrte, la zone côtière désertique qui pendant des siècles a séparé la Tripolitaine de la

(1) Il s'agit aussi d'une prise de position contre les dangers de la *monoproduction*. La découverte du pétrole avait eu comme effet l'écroulement des autres productions exportables : en 1961, déjà les exportations de pétrole représentaient le 63 % du total; en 1969, le 99 %. La population agricole avait baissé de 40 %, les ovins étaient réduits de moitié. L'urbanisation excessive et le dépeuplement des campagnes avaient rendu la Libye importatrice des produits alimentaires agricoles.

Cyrénaïque, devient du coup le débouché de la seule industrie vraiment rentable du pays, avec ses puits de pétrole et ses ports d'où passe le 95 % des exportations; et s'affirme comme le centre économique, le cœur de l'unité libyenne (2).

Le premier acte politique du gouvernement d'Al-Qaddhafi, la dissolution de tous les partis politiques, se précise par la formation d'un parti unique, qui portera le même nom que le parti nassérien égyptien : *Union socialiste arabe*. Créé en 1971, ce parti exprimait déjà l'intention de pousser à la fusion avec l'Égypte.

TABLEAU 1

La production libyenne de pétrole brut
(milliers de tonnes)

1961	676	1978	95 760
1965	58 500	1979	100 860
1970	166 000	1080	86 124
1975	72 816	1981	53 856
1977	100 140	1982	55 189

De la sixième place qu'elle était arrivée à occuper en 1970 dans la production mondiale, la Libye était passée à la dixième place en 1975, autant par l'accroissement de la production d'autres pays sous la pression des monopoles, que par son autolimitation visant à maintenir le plus longtemps possible ses réserves. Les augmentations du prix du pétrole à l'origine assuraient la stabilité des entrées. A ce souci de prévoyance se sont ajoutés après 1979 les effets de la crise mondiale. Le premier trimestre de 1983 semble annoncer une reprise des exportations.

La tendance persistante à une union hâtive et par moments dangereusement brusquée entre les Etats arabes parvenus à l'indépendance ne tire pas son inspiration seulement de motifs idéologiques traditionnels, comme l'ont affirmé souvent et quelque peu naïvement les intéressés eux-mêmes (la conviction d'une possible reprise de la Oumma, la communauté islamique universelle, et comme première étape, arabe). Elle ne relève pas non plus seulement, comme on le dit parfois, d'une volonté de grandeur et de puissance de quelques chefs d'Etat. La tendance à l'union, qui se retrouve d'ailleurs en d'autres zones du Tiers-Monde, part aussi de considérations très concrètes et pressantes d'intérêt économique. Nous avons vu que la Libye possède des capitaux en surabondance par rapport à sa population et aux possibilités d'édification sur son territoire. L'Égypte d'abord (ou la Syrie, la Tunisie, le Soudan, etc.) ont des populations nombreuses, de vastes territoires utiles, mais peu de capitaux. Ce sont donc des forces en quelque sorte complémentaires que l'on voudrait unir. Raisonement au premier abord logique, mais auquel on peut objecter une méconnaissance absolue de la société contemporaine, la négation de cet élément nouveau et imprévisible pour l'Islam, comme pour toutes les anciennes idéologies, qu'elles soient tribales ou

(2) C'est ce qui rendait si inquiétantes les manœuvres accomplies par deux fois déjà par la Flotte méditerranéenne des Etats-Unis, dans ce golfe, considéré partie intégrante et vitale de la Libye.

qu'elles tendent à l'universalité : la formation des nations, au sens moderne du mot, chacune avec son individualité, ses intérêts bien définis et distincts et une volonté d'indépendance à l'égard de toutes les autres nations.

D'où la faillite de toutes les tentatives réitérées dont l'Égypte, la Syrie, le Yemen, le Soudan, l'Iraq, la Libye, la Tunisie, ont été le sujet ou l'objet : faillite d'autant plus nette et inévitable lorsque, sautant toutes les étapes éventuellement possibles, la solution proposée n'était pas l'alliance, ou un marché commun déterminé, ou une fédération d'États, mais une *fusion* immédiate, vraiment prématurée.

C'est à son Premier congrès (1^{er} avril 1972), que l'Union socialiste arabe aborde, en vue de l'industrialisation de la Libye, la question fondamentale des syndicats des travailleurs (et des étudiants). Les décisions sont très nettes. Les syndicats et les unions professionnelles ou autres ne feront pas de politique et ne pourront s'ingérer dans les questions du parti. Ils devront œuvrer à l'élévation du niveau social, culturel, technique et professionnel de leurs groupements respectifs, afin d'accroître la productivité du travail. Les syndicats ne sont pas dissous (toutes les entreprises de plus de 40 travailleurs devront avoir un comité), mais ils seront contrôlés, supervisés et orientés par l'Union socialiste arabe (3).

Ce n'est qu'un premier pas sur une voie « révolutionnaire ». Le 5 avril 1974, en effet, le colonel Qaddhafi, après avoir au cours de l'année 1973 encouragé un mouvement pour le passage du pouvoir administratif entre les mains de comités populaires, laisse s'opérer un certain reflux du mouvement, mais annonce son intention de se retirer du Gouvernement, tout en demeurant à la tête du pays, pour mieux étudier les questions idéologiques et les problèmes du monde arabe. Tout cela portera à la proclamation d'un « Etat du peuple » (Jamahiriya) en 1977, et à l'élaboration d'un *Livre vert* exposant une *Troisième théorie Universelle*, ni capitaliste ni marxiste, qui se propose de relier et rallier aux enseignements du Coran les instances humanitaires et socialistes de notre époque.

Les travailleurs ne sont plus qualifiés comme des *salariés*, mais comme des *citoyens producteurs*, organisés sur une base territoriale dans les *Unions de producteurs*, suivant des catégories (v. tableau 2), mais unies institutionnellement dans les *Congrès populaires de base*, ayant chacun son propre *comité-guide*. Ces comités forment dans leur secteur territorial les congrès populaires de niveau supérieur; ils choisissent (il n'est pas dit « élisent ») les comités administratifs qui remplacent l'administration gouvernementale (4).

A ces secteurs correspondent en gros les « unions de producteurs ». Les entreprises comptant plus de 40 travailleurs doivent avoir un comité de 5 membres, qui débattent de leurs problèmes. Les secteurs réunis composent le Congrès des producteurs, qui désigne ses représentants aux Congrès régional et général.

(3) *La Révolution du Premier septembre*, ministère de l'Information, Tripoli, 1972, p. 131-132 (Statuts de l'Union socialiste arabe).

(4) Cette orientation est générale; même dans les ambassades, des comités populaires, dont quelques membres sont accrédités auprès des ministères des Affaires étrangères des capitales étrangères, se substituent aux ambassadeurs.

TABLEAU 2

La distribution de l'emploi suivant les activités économiques
(données officielles en milliers d'unités)

Secteurs	1970	1980
Agriculture, forêts, pêche	126,0	146,8
Pétrole, gaz naturel	10,0	11,7
Minéraux	4,0	9,5
Industries de transformation	20,4	58,0
Electricité, gaz et eaux	8,4	19,7
Bâtiment, constructions, etc.	49,0	179,6
Commerce en gros et au détail, hôtellerie, restaurants, etc.	30,3	42,9
Transports, communications	34,9	71,7
Finances, assurances, services du travail	5,9	9,6
Services de l'administration publique	55,4	65,0
Instruction publique	35,4	91,0
Services sanitaires	19,3	45,8
Autres services	34,5	61,5
Total des emplois	433,5	812,8
— dont citoyens libyens	383,5	532,8
— dont citoyens non libyens	50,0	280,0

Les réalisations de la transformation économique et sociale dans la Jamahiriya arabe libyenne populaire Socialiste de 1970 à 1980, Pomezia, décembre 1980.

Il s'agit donc d'une mobilisation populaire et d'une forme d'organisation surtout politique. « Les problèmes discutés dans les congrès populaires de base, dans les comités populaires, dans les syndicats et dans les unions professionnelles — dit le *Livre vert* — prennent leur forme définitive dans le Congrès général du peuple, qui se réunit une fois par an ». On peut discuter sur l'essence de ces « syndicats ». Dans le concept moderne du Syndicat, tel qu'il a cours dans les pays occidentaux, est essentielle l'idée d'une ligue pour la défense des intérêts d'une catégorie ou de l'ensemble des travailleurs, contre l'exploitation de la part de capitalistes ou de patrons de tous genres. Du moment que l'on affirme l'inexistence de capitalistes et de salariés, il semble logique de parler plutôt d'*unions*, même si le *Livre vert*, avec une louable prudence, se borne à dire explicitement que « tout cela sera tôt ou tard une réalité ».

Les « unions » se forment parce que les catégories existent, avec leurs particularités (ce n'est pas par hasard que leurs nombres se correspondent); parce qu'aussi la « participation à la production » suppose une distribution tenant compte de tous les frais, et aussi des conditions de travail. Mais l'activité des unions passe par les congrès populaires (de base, de secteur, ou général) auxquels elles sont intégrées, et où les questions du travail pourraient être traitées d'une manière moins spécifique, moins concrète.

Ce sont des problèmes encore à étudier, de même que le caractère révolutionnaire de l'action pour la politisation des masses, très intense en Libye;

les masses manifestent avec un enthousiasme bruyant, ce qui vaut, si à cette forme d'expression correspond une participation active, continue, volontaire du peuple à l'élaboration de la politique du pays. Ce qui semble évident, c'est une lutte effective pour l'extension du caractère public des entreprises, ce qui explique en grande partie les difficultés des rapports économiques avec nombre d'États occidentaux, notamment les États-Unis (5).

La Libye se transforme dans son économie, et même dans la composition de sa population. Exportant, grâce au pétrole, trois fois plus qu'elle importe, par un curieux retour du sort elle investit maintenant des capitaux dans la Fiat et achète des terres dans les îles italiennes du Sud. Quoique n'agissant pas encore comme une industrie « industrialisante », la production du pétrole entraîne un essor s'étendant à toutes les activités du pays, dans la mesure permise par le climat et la nature du sol. Ce qui a conduit à une immigration considérable de travailleurs étrangers. La tendance à la « libysation » de l'activité économique et culturelle, et à la prise en main progressive de la direction des entreprises n'exclut pas en effet l'appel aux forces de travail étrangères, et, pour l'application des procédés technologiques modernes, aux techniciens des pays industrialisés.

De deux millions en 1970 (dont 1 920 000 Libyens), la population est passée en 1980 à 3 245 000 habitants, par sa croissance démographique, mais aussi par la forte immigration, les non-Libyens étant passés de 80 mille en 1970 à 441 200 en 1980, le nombre des pourvus de travail ayant doublé (v. tableau 2).

Les 140 000 Italiens « colonisateurs » de 1940 (il en restait 50 000 en 1946), sont partis, par vagues successives, presque tous; mais ils ont été remplacés partiellement par 20 000 ingénieurs, techniciens, ouvriers qualifiés, etc., dans les secteurs les plus divers. Les Français sont à peu près deux mille. Les Tunisiens qui étaient près de 150 000 seraient en diminution. Les Égyptiens étaient plus de 250 000 en 1977; ils seraient, après l'échec des tentatives répétées de fusion des États, moins de la moitié. A part les conseillers ou ingénieurs américains, britanniques, italiens, euro-occidentaux qui restent, ou soviétiques, bulgares, yougoslaves, etc., en Libye affluent de plus en plus nombreux des manœuvres pakistanais, tamils, malais, philippins, et, ces derniers temps, notamment sud-coréens. Il s'agit donc d'une immigration très différenciée, passée en dix ans de 11,6 à 34,5 % de la population, et de difficile assimilation (alors que les Tunisiens et les Égyptiens ne posaient pas ce problème). Cette immigration, au cas d'une extension du phénomène, pourrait poser des problèmes politiques, et peut-être même syndicaux, étant donné la forte politisation des syndicats, qui par cela même ne peuvent inclure dans leur organisation des étrangers (tout en devant assurer leur protection) (6).

(5) La EXXON en novembre 1981, la Mobil Oil au début de 1983, qui avaient dû accepter un joint-venture contrôlé à 51 % par la Libye, ont déclaré qu'elles abandonnaient leurs activités dans le pays, et ont retiré leur personnel des installations pétrolières. Il n'est pas étonnant que la Libye se soit adressée à l'URSS pour qu'elle participe à la construction du gazoduc côtier de 570 km allant de Marsa Brega au complexe chimique de Ras Lanouf et à l'aciérie de Misourata.

(6) Le discours du colonel Qaddhafi de novembre 1982 a indiqué cependant que la Libye n'entend pas suivre sur ce point la voie du Koweït et d'autres États du Golfe, où la population étrangère dépasse souvent la moitié de la population totale, et les travailleurs étrangers sont plus nombreux que les travailleurs nationaux.

Le gouvernement libyen ne ménage pas ses efforts pour encadrer dans le mouvement du « revival » islamique, que certains interprètent comme une compréhensible réaction à la chute de tant d'illusions surgies des conquêtes des indépendances nationales, et pour relier et rallier toute la politique du pays aux principes établis par le Coran, quoique de manière indépendante de l'expérience iranienne, qui est d'ailleurs, au moins dans ses tentatives de réalisation, postérieure (7). Mais gardons-nous d'interpréter de manière trop restrictive la doctrine du *Livre vert*, sous peine de ne pas comprendre ce qui se réalise et évolue en Libye même. Lorsque Qaddhafi affirme que l'homme garde depuis qu'il existe ses caractéristiques globales fondamentales, tout en le proclamant en général, il ne peut nier que ce qui change en lui, par la succession des diverses sociétés, ce sont surtout ses connaissances de la réalité, son mode de vie, ses tendances et conceptions sociales. Les idées reçues, les traditions séculaires n'empêchent guère que nous rejetions aujourd'hui avec horreur l'esclavagisme; et que la femme devienne partout progressivement, en dépit des résistances, l'égale de l'homme, et que se développent en Libye même sa participation au travail et son instruction.

On peut douter que utiliser le produit du travail d'autrui, bien entendu entre une juste rétribution, ou en socialisant les moyens de production, signifie nécessairement *exploiter*, alors que nous vivons dans une société où les objets de notre consommation sont en général produits par un grand nombre d'hommes, souvent éloignés les uns des autres de milliers de kilomètres (doit-on rappeler l'insuccès de la propagande de Gandhi, pourtant soutenue par de fortes motivations politiques, et les échecs de la fabrication de l'acier dans les courrettes des maisons à l'époque de Mao). Mais ce qui importe c'est que des affirmations doctrinaires ne freinent point une progression économique évidente.

De même le rejet de la démocratie représentative, a donné lieu à la formation de Congrès populaires, où siègent nécessairement des représentants; et il apparaît que la manière la plus populaire de les désigner serait le recours à des élections les plus libres possible. L'histoire ne connaît pas de véritables retours. L'essentiel, en ce moment est de sauver la paix, en évitant les accumulations d'armements et les aventures militaires, tout en assurant les libérations nationales et sociales, et en gardant un rôle d'avant-garde dans cette œuvre civilisatrice aux vieux rivages de la Méditerranée.

Loris GALLICO

(7) La comparaison entre les deux pensées mettrait en lumière des points communs : p. ex. l'*anti-impérialisme*, l'*anti-monarchisme* (ce siècle a vu une majorité de républiques se substituer aux formes monarchistes traditionnelles dans les Etats arabes et islamiques; le souci du *fondamentalisme* ou *intégrisme* islamique; la conviction d'une prochaine *conversion* de toute l'humanité à l'Islam (logique pour une foi qui a été révélée comme universelle). Parmi les différences, une nous semble essentielle : Khomeini semble exclure la possibilité d'alliances avec des éléments non-islamiques; tandis que la pensée et l'action du colonel Qaddhafi recherchent des alliances suivant des intérêts concrets, avec une agilité jugée parfois même excessive, mais liée aux exigences variables du pays.